

Communiqué de presse du 12 mai 2021 :

Ce matin l'accès au TAP nous est impossible par une présence policière nous bloquant les entrées. Nous nous sommes donc invité-es à la mairie pour y tenir notre assemblée générale. Nos revendications sont claires.

Nous continuerons d'occuper les lieux de culture jusqu'à la satisfaction de nos revendications dont la première est l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage. Nous nous inscrivons à ce titre dans un mouvement national. Rappelons pour information que de nombreux lieux occupés en France sont en train de subir, en ce moment même, des expulsions, suivant le même type de procédure.

Nous nous engageons politiquement à continuer nos actions car la lutte continue. Le gouvernement qui s'est targué, concernant la pandémie, de protéger les plus faibles, lâche aujourd'hui des miettes pour tenter de diviser le mouvement d'occupation. Ce même mouvement qui se bat contre la précarité que le gouvernement tente d'orchestrer. Quelles sont les enjeux d'une reprise des spectacles par rapport à l'ampleur de la tragédie sociale dans laquelle l'application de la réforme de l'assurance du chômage s'apprête à plonger l'ensemble de la population, commençant bien entendu par les plus précaires?